

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Séance du 12 février 2018

Le 12 février 2018 à 18h00, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, régulièrement convoqué s'est réuni en nombre prescrit par la loi sous la présidence de Madame Sylvia BARTHELEMY, Présidente, Monsieur Giovanni SCHIPANI a été désigné secrétaire de séance.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Pascal AGOSTINI ; Philippe AMY ; Sophie ARTARIA-AMARANTINIS ; Patrick ARNOUX ; Sylvia BARTHELEMY ; Patrick BIAVA ; Alain BOUTBOUL ; Maurice CAPEL ; Christine CAPDEVILLE ; Laurent COLOMBANI ; Pierre COULOMB ; Bernard DESTROST ; Sylvie FANEGO ; Daniel FONTAINE ; Bruno FOTI ; Danièle GARCIA ; Gérard GAZAY ; Sylvia DERAÏ-GIMBERT ; Denis GRANDJEAN ; Alain GREGOIRE ; Magali GIOVANNANGELI ; Stéphanie HARKANE ; Muriel HENRY ; Dominique HONETZY ; André JULLIEN ; France LEROY ; Jean-Marie LEONARDIS ; Jeannine LEVASSEUR ; Hélène LUNETTA ; Rémi MARCENGO ; Jocelyne MARCON ; David MASCARELLI ; Yves MESNARD ; Robert MIECHAMP ; Véronique MIQUELLY ; Léo MOURNAUD ; Patricia PELLEN ; Christiane PETETIN ; Serge PEROTTINO ; Christine PRETOT ; Monique RAVEL ; Raymond ROCCHIA ; Alain ROUSSET ; Giovanni SCHIPANI ; Hélène TRIC ; Madeleine VAICBOURDT.

Etaient représentés Mesdames et Messieurs :

Pierre MINGAUD représenté par Christine CAPDEVILLE
Michel LAN représenté par Christiane PETETIN
Patrick PIN représenté par Sylvie FANEGO
Marie-Hélène ARFI représentée par Hélène TRIC
Antoine DI CIACCIO représenté par Magali GIOVANNANGELI
Mohammed SALEM représenté par Jeannine LEVASSEUR
Danièle GIRAUD représentée par Danièle GARCIA
Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET
Geneviève MORFIN représentée par Giovanni SCHIPANI
Vincent RUSCONI représenté par Alain GREGOIRE
Julie GABRIEL représentée par Laurent COLOMBANI

Etait absente :

Joëlle MELIN

CT4/120218/8

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Convention d'objectifs avec La plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI) et attribution d'une subvention

La plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI) est un dispositif qui mobilise et fédère l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels du territoire, autour de projets concrets de création et de reprise d'entreprises créatrices d'emplois.

- La mission de PACI consiste à aider à la création d'entreprises en accompagnant et soutenant les porteurs de projet. Elle se décline en plusieurs axes :
 - Permettre un accès au financement par des prêts d'honneur et l'appui auprès du monde bancaire,
 - Fournir un accompagnement au montage du dossier et une expertise du projet,
 - Assurer un parrainage par les acteurs du territoire mobilisé.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, le PACI a mis en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs prévisionnels 2017 tels que (réalisés au 29/09/2017) :

- 350 projets accueillis et conseillés,
- 109 entreprises soutenues,
- 1 184 000 € de prêts d'honneur engagés,
- 257,5 emplois créés ou maintenus.

Chaque année, des subventions sont inscrites au budget en faveur d'associations ou d'organismes très étroitement liés au Conseil de Territoire, et qui assument à ce titre une véritable fonction de service public.

Selon le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, les crédits nécessaires au paiement des dépenses de subventions ne sont ouverts et ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'en raison d'une décision individuelle d'attribution prise au titre de l'exercice sur lequel doit intervenir la dépense.

Il est proposé au Conseil de Territoire d'attribuer, au titre de l'année 2018, une subvention à la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI), d'un montant de 100.000 euros (cent mille euros), dont les modalités de versement sont définies dans la convention ci-annexée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Après en avoir délibéré,

DECIDE**Article 1 :**

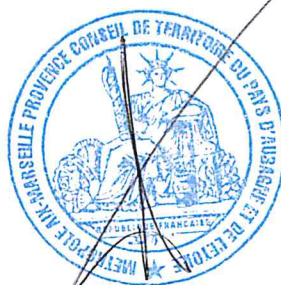
D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 100 000 € (cent mille euros) au titre de l'année 2018 à la plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne La Ciotat Initiatives (PACI).

Article 2 :

Que les crédits sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention d'objectifs ainsi que tous les documents y afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Certifié Conforme
La Présidente du Conseil de Territoire

Sylvia BARTHELEMY

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile**
932, Avenue de la Fleuride – Z.I Les Paluds
BP 1415
13685 AUBAGNE Cedex

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération n° du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en date du 12 février 2018

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

l'Association **Plateforme d'initiative locale Pays d'Aubagne-La Ciotat Initiatives (PACI)**
sise **ACTIPOLE**
255 avenue de Jouques - ZI les paluds
BP 1142
13782 AUBAGNE Cedex

représentée par **Son Président, Monsieur Gérard RENUCCI**

ci-après désignée **« l'association »**

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine du développement économique.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs prévisionnels 2018 tels que : 450 projets accueillis et conseillés, 180 entreprises soutenues, 1 408 000 € de prêts d'honneur accordés, 500 emplois créés ou maintenus.
- S'engager dans la démarche initiée par le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de mutualisation / rationalisation des manifestations à vocation économique sur le territoire, au travers d'un agenda partagé par l'ensemble des partenaires du territoire.
- Participer aux différentes manifestations organisées par le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et plus précisément au forum transmission ainsi que divers forums locaux de l'emploi et de la création.
- Faire apparaître de manière visible le soutien de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à ses projets, quels que soient les moyens de communication utilisés pour en informer le public et les professionnels et apposer le logo du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur tout support graphique.
- Exercer son activité conformément à ses statuts et aux dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables et à fournir au territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile une copie certifiée conforme de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, du bilan financier du dernier exercice connu, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2018.

ARTICLE 2: DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2018 et trouvera son terme au plus au versement du solde de la subvention, le cas échéant.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités,
- Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel global de l'objectif ou action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.;
- Les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel, etc.).

Conformément à cette annexe, le coût total prévisionnel de l'action, objet de la présente convention, est d'un montant de 1 888 000 €.

4.2 Participation de la Métropole :

La participation de la Métropole est d'un montant de 100 000 €, soit 5,30 % du coût total prévisionnel.

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'organisme

Les comptes annuels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention.

La signature de l'expert-comptable est requise.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son action à l'action subventionnée.

4.4 Ajustement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

L'association s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Métropole, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisations des objectifs poursuivi par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

L'évaluation porte, en particulier; sur la conformité des résultats à l'objectif mentionné à l'article 1.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être convoquée par la Métropole au plus tard deux mois après la fin de l'opération.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de l'intercommunalité, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 6 : REDDITION DES COMPTES

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- conformément à l'article 10 al. 4 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, fournir le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté ministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du CGCT issu de l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 euros) ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels ;

- communiquer à la Métropole les rapports d'activité de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association ;
- faciliter à tout moment le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Conformément à l'article 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifié par la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 €) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives;

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

Un volet d'invitations pourra être sollicité par la Métropole qui sera mis à sa disposition sur demande expresse.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue «intuitu personae», l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Aubagne, le
(en quatre exemplaires originaux)

Pour l'Association

Le Président
Monsieur Gérard RENUCCI

Pour la Métropole

La Présidente
Madame Sylvia BARTHELEMY

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018

PROJET DE BUDGET PREVISIONNEL 2018

EMPLOIS		Montant 2018	%	RESSOURCES		Montant 2018	%
Intervention				Collectivités locales			
Nombre d'entreprises soutenues financement (PI, NACRE)		180		Métropole - Conseil de territoire Aubagne Pays de l'Etoile		100 000	
Nombre de prêts d'honneur création - reprise accordés		150		Commune de La Ciotat		35 000	
Nombre de prêts d'honneur au développement accordés		20		Commune de Gêmenos		8 000	
Montant moyen du prêt d'honneur création - reprise		8 800					
Total Fonds de prêt d'honneur		1 408 000	75%	Total des ressources Collectivités Locales		144 000	8%
Fonctionnement				Dont partie affectée aux frais de fonctionnement (80%)		115 200	
Charges externes		2 000		Dont partie affectée aux fonds de prêt d'honneur (20%)		28 800	
Petit équipement		1 400		Intervention			
Fournitures de bureau		16 000		Conseil Régional PACA		50 000	4%
Location immobilières et charges		1 700		CDC		50 000	4%
Location photocopieur		1 650		Crédit Mutuel		15 000	1%
Entretien des locaux		1 400		Caisse d'Epargne		15 000	1%
Entretien informatique, clim et véhicule		1 500		Crédit Agricole		15 000	1%
Assurances		800		Banque Populaire		15 000	1%
Documentation		10 000		CIC Bonnesse Lyonnaise de Banque		15 000	1%
Honoraires		10 000		Société Marseillaise de Crédit		15 000	1%
Frais de formation		7 000		Société Générale		15 000	1%
Frais d'actes et contentieux		7 500		% subventions des communes adhérentes		28 800	2%
Manifestation et salon professionnel		8 000		Remboursements des prêts d'honneur/Trésorerie		1 174 200	83%
Réalisation et édition des supports de communication		6 000		Total Fonds de prêt d'honneur		1 408 000	100%
Déplacements		30 000					
Frais de réception/réunions/rencontres thématiques		2 800		Fonctionnement			
Frais postaux		3 000		Europe - FSE		50 000	10%
Frais de téléphone		3 000		Etat - Dispositif Nacre prêt 0%		75 000	19%
Frais bancaires		5 000		Conseil Régional PACA		18 000	4%
Cotisations professionnelles		4 000		Conseil Général 13		5 000	1%
Cotisation formation		5 800		Prestation formation entrepreneurs et demandeurs d'emploi		20 000	4%
Frais de mutuelle de groupe		10 000		Action Boutique à l'essai - communes et Région		60 000	13%
Taxe sur les salaires		1 302		Médénat entreprises		20 000	4%
Divers				Cotisations membres		16 000	3%
Salaires et charges sociales		249 400		Autres financements et participations diverses (ARDAN...)		10 800	2%
Salaires bruts et congés payés		104 748		Intérêts de placement		115 200	24%
Charges sociales				% subventions des communes adhérentes			
Dotations				Total subventions de fonctionnement		480 000	100%
Dépense aux amortissements		6 000		Total des Ressources		1 888 000	
Total frais de fonctionnement		480 000	25%				
Total des Emplois		1 888 000					

Fait à Aubagne le 29/09/2017

Le Président
Jean-Louis ARNOUX

Le Trésorier
Yves MARTIN-CHAVE

PACI
Actipôle - 255 avenue de Jouques
BP 1142 - 13782 AUBAGNE CEDEX
Tél : 04 42 70 13 15 - Fax : 04 42 70 06 71
Siret : 423 053 198 00020

PACI
Actipôle - 255 avenue de Jouques
BP 1142 - 13782 AUBAGNE CEDEX
Tél : 04 42 70 13 15 - Fax : 04 42 70 06 71
Siret : 423 053 198 00028

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20180212-CT4-120218-8-DE
Date de télétransmission : 19/02/2018
Date de réception préfecture : 19/02/2018